

1837, suspendant la constitution du Bas-Canada et permettant d'employer les fonds de la province à ses besoins.

Guerre de 1812-15.—En relatant les phases successives de la politique intérieure du pays, nous avons laissé de côté une crise très grave des débuts de son histoire, la guerre de 1812-15. Les causes du conflit n'appartiennent pas à l'histoire du Canada, mais le Canada devint le théâtre des opérations et la loyauté de ses habitants envers la mère patrie fut mise à très rude épreuve. Les hostilités s'ouvrirent brillamment, le général Brock s'emparant de Détroit, occupé par des forces américaines très supérieures aux siennes (16 août 1812); à la bataille de Queens-town Heights (13 octobre 1812) les Américains essayant de traverser la frontière furent repoussés avec de fortes pertes, mais le brave Brock paya sa victoire de sa vie. Par la suite, la lutte fut marquée par des alternatives de victoires et de défaites. Dans deux combats navals, sur le lac Erié (10 septembre 1813) et sur le lac Champlain (11 septembre 1814), les flottilles britanniques subirent de sérieux revers; par contre, dans les engagements de Stoney Creek (5 juin 1813), de Crysler's Farm (11 novembre 1813) et la glorieuse bataille de Châteauguay (26 octobre 1813), la victoire resta aux défenseurs du Canada. Le principal effet de cette guerre, terminée par le traité de Gand (24 décembre 1814) fut de renforcer au Canada le sentiment britannique et d'accroître chez les Canadiens des deux provinces le sentiment de confiance en eux-mêmes et en la protection de la métropole. Le Bas-Canada ne souffrit que fort peu des déprédations de l'ennemi; au contraire, le Haut-Canada subit des pertes sérieuses, sa capitale, York, ayant été prise et ses édifices publics livrés aux flammes (avril 1813), tandis qu'une étendue considérable de ses frontières était dévastée. Néanmoins, lorsque M. Gore retourna dans cette province, en septembre 1815, il la trouva dans une situation plutôt prospère, grâce aux grandes quantités d'espèces monétaires mises en circulation durant la guerre.

Soulèvement de 1837 et rapport de Lord Durham.—Vers la fin de l'année 1837, les difficultés politiques dont nous avons parlé plus haut, amenèrent un soulèvement armé dans les deux provinces canadiennes. Ces tentatives furent rapidement réprimées, particulièrement dans le Haut-Canada où les insurgés n'étaient que très peu nombreux, tandis que le gouvernement provincial, ayant à sa tête Sir F. B. Head, jouissait de la confiance d'une grande majorité du corps législatif.

A la suite de ces troubles, le gouvernement de la métropole décida d'envoyer un commissaire spécial pour se livrer à une investigation minutieuse, non seulement dans le Haut et le Bas-Canada, mais dans toutes les provinces de l'Amérique du Nord, car partout se manifestait une certaine irritation. Cet émissaire fut le comte de Durham, gendre du second comte Grey, homme habile, expérimenté et de vues libérales. Il arriva à Québec le 29 mai 1838, avec le titre de gouverneur général de la totalité de l'Amérique britannique du Nord. Il lui suffit d'un séjour de cinq mois dans le pays pour apprécier exactement la situation; dès janvier 1839, il fit au gouvernement britannique un rapport très complet sur l'état des affaires du Canada. Il admettait que le moment était venu d'accorder une plus large mesure d'indépendance politique aux deux provinces et, sans recommander précisément une forme particulière, il déclarait nettement que dans son opinion, le principal remède à appliquer était le "gouvernement responsable". Ceci, toutefois, était subordonné à la réunion des deux provinces comme moyen d'équilibrer les deux races composant la population du Canada et d'établir autant que possible leur harmonieuse collaboration dans le gouvernement du pays. Les autorités impériales approuvèrent cette suggestion, quoique à regret, car elles estimaient